

Discours de clôture des UR du Mouvement Démocrate (Giens septembre 2011)

"Face à l'état d'urgence, c'est bien une guerre que nous avons à mener !"

En clôture de l'Université de rentrée de Giens qui se déroulait du 16 au 18 septembre 2011, François Bayrou a présenté son "agenda 2020" pour la France, fondé sur trois piliers : "produire, instruire, reconstruire".

"Mes chers amis, c'est un rendez-vous très important, je veux vous dire que ces trois jours de rassemblement ont été, pour moi, peut-être le devinez-vous, une grande émotion.

Sont venus d'horizons différents un grand nombre de ceux qui ont été, dans la vie politique française ces dernières années, ces dernières décennies même, des piliers et des figures de ce qu'on appelle le Centre.

Certains s'étaient éloignés, ils avaient fait d'autres choix politiques et ils sont venus nous rejoindre pendant ces trois jours.

Pourquoi sont-ils venus ? Bien sûr, il y a ces choses humaines qui se décrivent assez peu quand on est pudique. Il y a l'amitié bien sûr, il y a les combats partagés et tout cela ne s'est pas effacé. Mais il y a bien plus, il y a le souci de tout un peuple sur sa situation et son avenir.

Jamais, en tout cas de mémoire de ceux qui sont engagés depuis les années 80 dans la vie politique française, l'inquiétude n'a été aussi lourde, jamais elle n'a été aussi fondée. Elle est française, mais elle n'est pas évidemment que française.

Nous avons entendu à la tribune, Dora Pakoyanis qui est l'ancienne ministre grecque des affaires étrangères et qui vient de fonder, pour répondre à la crise, un parti du centre en Grèce. Nous avons entendu Pat Cox qui est l'ancien président du Parlement européen et qui est une figure centrale, à tous les sens du terme, de la vie politique irlandaise. Nous avons entendu Francesco Rutelli qui fait vivre en Italie la seule réponse possible à la crise très profonde, politique, morale que traverse le pays, c'est-à-dire une recomposition politique du paysage politique italien. Et nous avons entendu Guy Verhofstadt qui a été, tour à tour, le seul premier ministre qui ait tenu ces dernières années -presque une décennie- à la tête du gouvernement de la Belgique, et qui a fait vivre l'idée de Belgique, et qui est maintenant Président de notre groupe au Parlement européen.

Et tous ont dit la même chose : il n'y a aucune réponse possible aux crises dans l'affrontement classique entre un bloc fermé de droite et un bloc fermé de gauche.

Tout le monde voit bien la profondeur de ce qui se passe, pardonnez-moi de le dire, pour la France : chômage, pouvoir d'achat, déficit, dette, services publics, malaise moral, école, santé, déséquilibre des pouvoirs, scandales à répétition et de quelque côté que les Français se tournent, c'est partout inquiétude et partout orage.

C'est pour cela, en vérité, qu'ils sont venus, d'abord pour dialoguer parce qu'ils savent bien qu'il va falloir reconstruire, c'est le mot que nous avons inscrit sur le décor de cette rencontre. Il va falloir reconstruire notre pays, son espérance, sa volonté. Ils sont venus en femmes et en hommes d'expérience. Permettez-moi de les nommer devant vous : Jean Arthuis, Bernard Bosson, Anne-Marie Idrac, Pierre Albertini, Pierre Méhaignerie, Jean Peyrelevade, Nassimah Dindar, Président du Conseil général de la réunion, Dominique Versini qui était Défenseur des enfants.

Ils sont venus autour de cette équipe qui m'entoure à la tribune, qui a forgé l'âme -c'est le mot que l'on emploie

pour le métal- de ce rassemblement. Je ne peux pas les citer tous, mais permettez-moi de dire, parce qu'ils se sont exprimés au cours de ces journées, ma gratitude à Marielle de Sarnez, Jean-Luc Bennhamias, Jean Lassalle, Robert Rochefort, Sylvie Goulard, Nathalie Griesbeck, Yann Werhling, Jean-Jacques Jegou, Marc Fesneau, François-Xavier Pénicaud, le président des jeunes, sans oublier ceux qui sont en campagne sénatoriale, comme nos vice-présidents Jacqueline Gourault et Jean-Marie Vanlerenberghe et qui sont avec nous par la pensée et devant leur écran de télévision.

Que disent-ils, ensemble, tous différents, tous avec leur parcours, les uns qui ont fait l'expérience de la majorité actuelle et qui en connaissent, de l'intérieur, les limites, d'autres qui viennent au contraire de plus à gauche et d'autres, et il faut aussi les mentionner et les saluer, qui n'ont jamais changé de ligne.

Ils disent ceci : Nous n'allons pas laisser notre pays continuer à s'affaiblir jusqu'à s'effondrer, perdre son modèle social, abandonner ses enfants, les surcharger de dettes. Nous n'allons pas, par inaction, nous rendre complices de ce qui se passe.

Ce rassemblement, c'est une volonté qui se met en marche.

C'est une équipe pour la France qui se forme, pas seulement une équipe pour le Centre. Mais une équipe pour la France.

Vous en avez devant vous l'amorce et le germe, et cette équipe-là va naturellement s'élargir parce que c'est une équipe ouverte. D'autres y trouveront leur place.

Quand le moment sera venu, quand tout deviendra clair du besoin impérieux, de l'exigence inéluctable d'une majorité nouvelle, d'une majorité centrale, alors, je n'en doute pas une seconde, chacun prendra ses responsabilités et chacun fera mouvement parce qu'on ne peut pas reconstruire la France sans associer à cette reconstruction les sensibilités, les expériences, les compétences et les talents, surtout si ces sensibilités, compétences, expériences et talents se revendiquent de la même famille d'esprit.

Mais souvenons-nous de ceci : ce rassemblement qui se construit aurait été impossible si nous n'avions pas, à quelques-uns, pendant ces années, refusé toutes les compromissions et toutes les soumissions. C'est parce que nous avons été intraitables et indépendants, c'est parce que nul ne peut soupçonner notre conviction et notre indépendance, c'est parce que nous n'avons été, ne sommes pas, ne serons jamais dans aucune manœuvre, aucun accord souterrain, aucun « deal » de quel que poil que soit le dealleur, qu'aujourd'hui peuvent se retrouver de bonne foi, sans crainte et sans soupçon, ceux qui viennent d'horizons différents.

Pour reconstruire, il faut d'abord avoir un plan, y voir clair, savoir aller droit au but, identifier non seulement les symptômes, mais les causes du mal, car aussi décourageants que soient tous ces motifs d'inquiétude : et le chômage, et le déficit toujours plus important, et la dette accablante, et le pouvoir d'achat qui s'en va, et le fait que les enfants ne trouvent pas leur place, même diplômés dans le monde du travail, et que l'intégration est en panne, et que l'immigration ne trouve pas l'équilibre qui, seul, permettra à une société comme la nôtre d'avancer et de trouver son chemin.

Il faut bien voir que tous ces motifs d'inquiétude, ce ne sont que des symptômes.

Bien sûr, il faut apaiser les symptômes, mais ce qu'il convient de rechercher, de cibler, de soigner, c'est la cause du mal. C'est pourquoi nous sommes là et c'est le premier pas de la reconstruction : qu'est-ce qui ne va pas et comment peut-on apporter une réponse à la cause des symptômes multiples, à la cause du mal français ?

Dans le livre que j'ai publié il y a un mois, j'ai proposé d'identifier ces causes, de faire, comme disent les médecins, c'est un mot savant, l'étiologie de ce mal français.

Et je le fais avec espoir. Les premiers mots de ce livre, c'est un vers qui est emprunté à une chanson de la Commune, une chanson de Jean-Baptiste Clément, l'auteur du « Temps des cerises » : "Les mauvais jours finiront".

J'ai voulu que ce soient les premiers mots de l'introduction et aussi les premiers mots de la conclusion, car je suis persuadé, et c'est tout le sens de notre engagement, que nous allons nous en sortir et que, dans quelques années, cette crise sera derrière nous comme un mauvais souvenir et, comme l'ont exprimé mes amis Européens, peut-être comme une des raisons de dépassement de toutes les insuffisances et faiblesses que nous avons supportés et vécus.

Nous allons nous en sortir et nous avons, sous les yeux, l'exemple d'un pays qui est, en beaucoup de points, semblable à la France par son modèle social, par les difficultés qu'il rencontre et qui, en quelques mois, s'est reconstruit. Je veux parler de l'Allemagne : tous les feux au rouge, profondément dégradée, inquiète, ne pouvant pas continuer dans son enlisement. Cette situation date de 2004, et sept ans en histoire... c'est une minute ! Mais en quelques mois, en soixante mois, l'Allemagne a su prendre les décisions courageuses, les décisions constructives qui permettent à un pays de se redresser. Donc c'est possible et l'Allemagne qui était derrière la France il y a sept ans, est aujourd'hui rayonnante sur l'ensemble de l'Europe, comme j'ai eu l'occasion de le rappeler dans ce livre. Non pas que tout soit rose en Allemagne, mais en tout cas il y a une vague de licenciements aujourd'hui dans ce pays et cette vague elle est à l'Agence pour l'emploi parce qu'il n'y a plus de chômeurs !

Le jour où nous aurons, nous, France, en quelques mois, parce qu'on peut le faire dans l'intervalle des cinq années qui sont devant nous, le jour où nous aurons retrouvé ce dynamisme-là, je considère que nous aurons fait notre travail et que cette période de reconstruction qui s'ouvre aura apporté au pays ce qu'elle lui doit. L'Allemagne, comme vous le savez, n'a pu réaliser cette politique-là qu'en prenant la seule décision qui, dans ce cas, s'impose. Lorsqu'on est en temps de guerre, on fait des majorités d'union pour que le pays tout entier porte la guerre. C'est une guerre que nous avons à mener, oh pas la guerre militaire avec des canons, avec des armes, mais c'est une guerre d'étranglement, une guerre d'affaiblissement, une guerre d'enlisement, et pour conduire cette guerre il faut la majorité qui, seule, peut permettre de la porter, il faut une majorité nouvelle et ce ne peut être qu'une majorité centrale.

Les deux majorités classiques, traditionnelles souffrent de deux handicaps, de deux défauts, à mes yeux irréductibles, d'abord elles coupent le pays en deux, une partie du pays contre l'autre et donc, par définition, elles opposent une moitié du pays à la politique qu'il faut nécessairement conduire, c'est une première faiblesse. La deuxième faiblesse, c'est qu'elles sont coupées en deux en leur sein car, au sein de la gauche, avec la gauche de la gauche et au sein de la droite avec la droite de la droite et l'extrême droite, bien évidemment deux thèses se font entendre qui sont contradictoires avec la politique que nous avons à mener.

Les deux camps ont, sur leurs ailes, des forces qui prétendent que le problème du pays vient de l'extérieur. Pour les uns, il vient des immigrés, pour les autres du capitalisme international, il vient du système bancaire, il vient de l'Europe, je ne sais quoi, or notre certitude à nous, celle que les Allemands l'ont pris à bras le corps pour leur permettre aujourd'hui de rayonner sur l'Europe et de rivaliser avec la Chine dans le monde, cette certitude est celle-ci : les problèmes ne viennent pas de l'extérieur, ils viennent de chez nous pour l'essentiel !

Vous comprenez bien qu'il s'agit là de la condition même de la mobilisation pour la reconstruction ? Parce que si vous attendez d'avoir changé l'ordre monétaire international, d'avoir converti le capitalisme international à la sobriété et à la vertu, d'avoir changé le système bancaire, d'avoir demandé à l'Europe de devenir protectionniste ou bien d'avoir, c'est une phrase honteuse mais elle est prononcée parfois, « renvoyé » - comme ils disent- des immigrés ou pire, en parlant de ces femmes et de ces hommes comme des catégories alors que nous, nous y voyons des personnes et des familles... si vous adoptez cette manière d'aborder les problèmes en prétendant qu'il faut, préalablement à l'action, remplir des conditions évidemment impossibles à remplir c'est, en réalité, une invitation à l'abstention, à rester chez soi, à ne rien faire, à ne pas se relever les manches pour sortir le pays de la situation dans laquelle il se trouve !

C'est pourquoi je dis : la majorité qu'il faut à la France, la majorité nouvelle, c'est une majorité du courage et sa définition est celle-ci, ce sont tous ceux qui savent que les problèmes sont chez nous et ne viennent pas de l'extérieur et que c'est à ces problèmes qu'il faut apporter des réponses sans attendre que le monde ait changé de visage.

L'Allemagne a défini un Agenda 2010. Elle l'a fait avec une majorité centre- gauche-centre droit, courageuse, qui a assumé dans un esprit d'union avec des différences de sensibilités la politique qu'il fallait à ce pays.

Eh bien il faudra à la France un Agenda 2020 et c'est cet Agenda 2020 que je vous propose de définir, en trois verbes :

Produire, instruire, construire la démocratie qu'il faut à notre pays et une république dignes de ce nom.

PRODUIRE

Je vais rapidement tracer ce qui me semble être les axes majeurs de cette idée. Je reprends le raisonnement.

Lorsque nous avons, devant nous, la forêt des problèmes qui se posent et qui sont tellement immenses que personne ne sait par quel bout les prendre, le labyrinthe des difficultés que nous rencontrons, et tout le monde cherche le fil d'Ariane sans savoir jamais où le trouver, lorsque l'on a ces problèmes devant soi, le déficit, la dette, le chômage, le pouvoir d'achat, évidemment une question s'impose : pourquoi sommes-nous condamnés à la succession de ces échecs ?

La conviction que je défends est celle-ci : il y a à ces questions une cause principale, une cause unique, c'est que nous ne produisons plus dans notre pays et que notre commerce extérieur s'effondre. Nous consommons beaucoup plus que nous ne produisons. Nous perdons des parts de marché à l'exportation et nous perdons des parts de marché sur notre propre marché.

Nous étions en excédent il y a sept ans et, d'année en année, au rythme de 10 à 15 milliards par an, nous sommes aujourd'hui sur un rythme de déficit, notre pays, la France, grande puissance, exportatrice nous dit-on, grande puissance agricole, industrielle, agroalimentaire, production de services, nous sommes aujourd'hui, aujourd'hui même, sur le rythme de 75 milliards de déficit du commerce extérieur par an. Et permettez-moi de le rappeler en défenseur du calcul mental...

(Je suis le créateur, le président, l'adhérent et le seul responsable d'une association que j'ai formée qui vise à mettre en prison, pas longtemps, mais au pain sec et à l'eau, ceux qui ont supprimé le calcul mental ou affaibli le calcul mental dans l'éducation en France. Non pas seulement par fétichisme des programmes des exercices de notre enfance, mais pour une raison simple : je prétends que le calcul mental est une arme civique de premier plan car, si les gens savaient ce que représentent 75 mille millions d'euros, s'ils savaient pour notre déficit ce que représentent, non pas 1.700 milliards qui est un chiffre qui va vite à l'oreille, mais « mille sept cents fois mille millions » d'euros, eh bien, ils n'auraient pas laissé se commettre l'imprudence et la lâcheté qui font que nous avons, sur les épaules de nos enfants accumulé des montagnes de dettes qui les écrasent ! Jamais ils n'auraient laissé faire cela !)

Donc, défenseur du calcul mental, je vous disais que nous sommes sur le rythme de « 75 mille millions » d'euros de ressources du pays qui s'en vont tous les ans. Et nous ne sommes pas déficitaires seulement, comme on le dit, par rapport à la Chine ou à l'Allemagne, nous sommes déficitaires par rapport, Francesco (Rutelli), à l'Italie de 7 milliards d'euros par an. Nous sommes déficitaires, Guy (Verhofstadt), par rapport à Belgique de 6,5 milliards d'euros par an. Nous sommes déficitaires vis-à-vis de tous les pays qui ont les mêmes contraintes et les mêmes règles et le même projet de société que le nôtre !

C'est pour cela que je soutiens que les problèmes sont chez nous, et c'est chez nous qu'il faut apporter des réponses

!

Agenda 2020 pour ce qui est du Produire. Je pense qu'il faut entamer la bataille sur les terrains où nous avons disparu. Nous avons les atouts, les technologies, la recherche, nous avons les grandes entreprises qui maîtrisent des processus de fabrication extrêmement contemporains, d'avant-garde, la numérisation, tout ce qui est de l'ordre des logiciels. Et ces grandes entreprises sont simplement isolées des petites et moyennes entreprises qui n'ont aucun accès aux processus qu'ils maîtrisent.

Je suis donc pour la reconquête de ces terrains de batailles perdues, en commençant par le haut de gamme et en mettant en réseau les entreprises, les producteurs, les distributeurs et les très grands réseaux de distributeurs que nous avons la chance, d'origine française, d'avoir dans le monde.

Deuxièmement, changer le climat social dans l'entreprise et dans le pays, parce que la confiance entre partenaires sociaux est absolument déterminante pour l'évolution de l'entreprise et de l'économie et pour répondre aux défis qui se présentent devant nous.

Troisièmement, créer un climat favorable à l'entreprise, notamment aux PME. Je dirai tout à l'heure un mot de l'écologie, mais je pense qu'il y a une écologie de l'entreprise, je pense qu'il y a un « biotope » favorable ou défavorable à l'entreprise. Et c'est ce biotope qu'il faut restaurer : fiscalité, droit du travail -je pense qu'il faudra apporter des changements au droit du travail- organisation des études pour que de plus en plus de jeunes se dirigent vers l'entreprise au lieu d'être en réticence ou en résistance devant l'entreprise, et même devant la création d'entreprises. Donc créer un climat favorable, un biotope à l'entreprise et à l'entrepreneur.

Quatrièmement, travailler sur l'image de marque de la France. Chacun d'entre nous ne pouvons qu'être troublés par le fait que, désormais, le principal argument publicitaire des vendeurs de voitures allemandes sur les écrans de la télévision française, c'est la langue allemande ! Ce n'est même plus la défense, l'illustration de la qualité, de la résistance de la voiture. Non, c'est simplement l'usage de la langue allemande pour faire de la publicité, parce que « allemand » désormais, cela veut dire sérieux, cela veut dire solide. C'est une image de marque ! Et je prétends devant mes amis qu'il n'est pas indifférent à l'image de marque du pays qu'un peuple décide de réduire sa dette, de rétablir ses équilibres budgétaires. Tout cela, le sérieux dans la gestion, la volonté dans l'organisation politique, cela contribue aussi à ce que les produits de ce pays soient entourés d'un halo de réputation favorable qui fait qu'ils gagnent des marchés, alors que nous les perdons.

Cinquièmement, transformer le consommateur en acteur de cet enjeu. On a créé des labels d'agriculture biologique, et c'est très bien. On a créé des labels de commerce équitable, c'est très bien. Pourquoi est-ce que le consommateur n'a pas accès à cette information élémentaire qui est de savoir si les produits qu'il achète sont ou non des produits fabriqués dans son pays ? Ce n'est aucune atteinte à la concurrence, parce quiconque voudra venir produire en France aura accès au label, même s'il s'agit d'entreprises étrangères. Ce n'est pas une démolition de l'image de marque des autres. C'est simplement l'information qui change le consommateur en acteur dans cet enjeu essentiel pour l'avenir de la préférence, qui doit se manifester chez les industriels pour produire en France plutôt que de s'en aller de France. Et ceci est une condition de notre survie !

Je voudrais vous dire ma certitude que de faire de cet enjeu du biotope favorable à la production, de faire de cet enjeu la question centrale du pays, des débats, de l'engagement des pouvoirs publics, des familles. Tout cela contribuera puissamment à faire que cette question pourra, en effet, trouver l'élan nouveau qui est nécessaire pour qu'on la résolve et qu'elle devienne un succès. Produire.

Deuxième verbe : INSTRUIRE

Dans le découragement national, l'école a probablement la première place. L'école, son affaiblissement, ses doutes, les doutes de la nation jouent un rôle absolument central.

Je veux vous dire que, ayant donné ma vie ou une grande partie de ma vie à l'éducation, ayant été ministre de l'éducation nationale en France, ayant réussi à nouer dans cette fonction des relations, je crois, de confiance et d'estime réciproques avec le monde de l'école -ils l'ont montré contre toute habitude politique lors de la dernière élection présidentielle- je vous dis qu'il est honteux et qu'il n'est pas digne de notre pays que nous nous retrouvions, en termes de compréhension de l'écrit et de calcul mental, 23ème et 24ème dans le classement des nations développées ! C'est insupportable pour moi. Nous étions le pays que le monde entier regardait comme ayant, sinon la meilleure éducation du monde -il y aurait une part de chauvinisme- en tout cas une des meilleures éducations dans le monde.

En quelques années, nous n'avons cessé de régresser dans le jugement que le monde porte sur l'école de France et, hélas, que les parents et les enseignants portent sur l'école de France.

Jamais je n'ai vécu un moment comme celui-ci où le nombre d'étudiants candidats au concours de recrutement s'effondre. Le niveau des candidats au concours de recrutement est gravement discuté.

Je veux vous dire que, l'an dernier, comme vous le savez, on a supprimé un poste sur deux parmi ceux qui partaient à la retraite, donc, au lieu de recruter 32.000 enseignants, on n'en a recruté que 16.000. Écoutez-moi bien, sur ces 16.000, il y a eu 1.000 postes qui n'ont pas pu être attribués faute de reconnaissance du niveau des enseignants par les jurys !

Je dis, au passage, concernant tous ceux qui nous expliquent que l'on va multiplier par 3, augmenter de 60 ou 70.000 le nombre des enseignants qu'il y a d'abord là-dedans une question de cohérence politique, mais je leur demande comment ils font pour que les candidats au concours obtiennent le niveau exigible pour devenir enseignant, sachant que, l'an dernier 1.000 postes n'ont pas été attribués au concours de recrutement ?

Ceci est une question centrale qui me semble remettre un certain nombre de débats et de propositions à leur place !

Doute des candidats, doute des enseignants, doute des familles. Jamais de ma vie, je n'ai vécu cde que l'on vit régulièrement aujourd'hui. Des familles qui, non seulement choisissent d'enlever leurs enfants de l'enseignement public pour les mettre dans l'enseignement privé, mais qui, de plus en plus souvent choisissent le privé hors contrat. Nous, le pays de l'éducation nationale !

Je n'ai rien contre ces choix, parce qu'ils répondent à une attente et à une exigence... Mais la certitude qui est la mienne est que le but que nous devons nous fixer, c'est que l'éducation nationale française, l'enseignement public en France réponde à son tour à ces attentes et qu'elle accueille plutôt que de laisser s'en aller les élèves.

Nous reviendrons sur ce sujet. Je veux aller très vite. La conviction qui est la mienne est celle-ci : nous avons vécu des décennies pendant lesquelles le principe a été l'abaissement d'exigence de chaque niveau de l'école et la transmission au niveau supérieur de ce que l'on était incapable d'apporter au niveau défini. Par exemple, vous ne pouvez pas transmettre l'écriture et la lecture à l'école primaire ? Eh bien vous espérez que cela se fera au collège !... Et ce que vous ne pouvez pas transmettre au collègue, vous le faites au lycée et ce que vous ne pouvez pas transmettre au lycée, vous le renvoyez à l'université et beaucoup d'universitaires diraient que l'on est obligé de faire, à l'université, des enseignements qui auraient dû être transmis à l'école ! C'est cela, la vérité que nous vivons.

Je propose que l'on inverse le mouvement, que pour rendre sa dignité, sa attractivité, sa force à l'école, on reconstruise, on réinvestisse chaque niveau scolaire dans sa mission. À l'école élémentaire, de la maternelle jusqu'à la fin de l'école élémentaire, les outils de l'écrit, la lecture et l'écriture et, si possible, l'amour de la lecture et de l'écriture, puis le jeu avec les nombres, comme celui que nous avons vécu ensemble.

Deux questions principales, l'une est pédagogique. Il y a une question de repérage des enseignements qui réussissent, je suis affirmatif en disant que je n'ai aucun doute que les 5 pour cent, les meilleurs et les plus expérimentés des enseignants français sont largement au niveau des meilleurs pays dans le monde.

Aucun doute qu'il y a des réussites dans l'école française. Il faut les identifier et transmettre ces expériences aux autres enseignants, transfert de pédagogie comme il y a transfert de technologie.

La deuxième question centrale : il faut une scolarité adaptée avec les moyens nécessaires aux élèves qui se bloquent, souvent pour des raisons psychologiques, ou culturelles, familiales. Il faut, pour eux, une scolarité adaptée et les moyens nécessaires, c'est un investissement qui mérite pour la nation.

Comme je n'oublie pas ce qui se passe dans les familles, peut-être vous pourrez jeter un coup d'œil aux pages que j'ai écrites sur ce sujet dans mon livre, je vous demande de réfléchir à ceci : je pense qu'il y a des milieux, des situations pour lesquelles il faut songer à une école des parents.

J'étais très frappé alors que je visitais en banlieue parisienne "profonde" comme l'on dit une école élémentaire et que je parlais avec les enseignants. C'était très intéressant. D'abord un grand nombre d'entre eux étaient découragés, ce qui était frappant et pourtant ils étaient jeunes, ils étaient en équipe, ils étaient très solidaires entre deux, ils faisaient vraiment un très beau travail. Il y avait des tas de nationalités présentes dans l'école et, en parlant avec eux, on en est venu à parler de la langue et des difficultés que présente le fait de ne pas être francophone à la maison. Ils m'ont dit quelque chose que j'ai trouvé absolument juste et sensible. Ils m'ont dit : Vous savez, le principal, ce n'est pas tant qu'on ne parle pas français à la maison, c'est qu'il y a des maisons où on ne parle pas du tout.

Je sais très bien que c'est le cas parce qu'il y a eu des siècles et des siècles dans notre pays (j'ai écrit un livre sur Henri IV, j'ai regardé comment on élevait les enfants à l'époque, y compris comment on les langageait et ce qu'on en faisait quand ils étaient là...) où on ne parlait pas non plus chez nous de parents à enfants. Ce n'est pas étranger, lointain, c'est une question d'évolution et de construction culturelle. Je suis persuadé que, si on convainc les mamans, même si elles ne sont pas francophones, que l'échange avec l'enfant le plus jeune est précieux pour le développement ultérieur et pour la construction de sa personnalité et pour la curiosité et pour l'expression qui est la sienne, je suis sûr que l'on aura fait une œuvre précieuse.

Au collège, les questions principales, je propose qu'on les nomme. La première question du collège, c'est la paix civile et la civilité.

Il y a des enfants, nombreux, qui ont peur d'aller au collège, et il y a des enseignants, nombreux, qui ont peur d'entrer dans leur classe !

Ceci est impossible ! J'ai écrit, dans un livre déjà ancien qui s'appelait "La décennie des malappris", qu'il y en avait marre qu'il faille être à la fois Tarzan et Socrate pour enseigner dans le collège en France. Je n'ai pas changé de point de vue sur ce point. Il y a des enseignants rayonnants, costauds physiquement, intellectuellement, et du point de vue de la sensibilité et il y en a d'autres qui n'ont pas toutes ces aptitudes. Ils ont le droit et nous avons le devoir d'obtenir que ces enseignants soient respectés dans leur classe sans aucune exception à cette règle.

Je ne supporte pas l'idée qu'une jeune enseignante ait peur qu'on lui crache dessus en classe et même et pire encore, qu'une enseignante d'âge avancé ait peur qu'on lui crache dessus en classe. Simplement, nous ne pouvons pas l'accepter.

Il y a une question centrale : que fait-on des enfants qui manquent à ce contrat et à cette obligation ? Aujourd'hui, on les renvoie d'établissement en établissement. C'est une noria, cela tourne. Ces enfants qui déstabilisent parce qu'ils sont eux-mêmes déstabilisés, qui n'ont pas d'autre chemin -ce n'est pas pour les excuser que je dis cela mais c'est pour comprendre ce qui se passe- étant en difficulté scolaire n'ont pas d'autre chemin vers la reconnaissance que d'essayer d'obtenir la reconnaissance de tout le monde en mettant le bazar.

Je dis qu'à ces enfants-là il faut proposer une scolarité particulière, adaptée, que j'avais nommée, comme ministre

de l'éducation nationale quand j'en ai établi le plan : « collège hors les murs ». Une scolarité qui vise non pas à bannir, mais à rendre à ces garçons et à ces filles les chances nécessaires pour reprendre le cours de la scolarité normale, donc la paix civile et la civilité.

Puis, ensuite, il y a une organisation de la scolarisation, peut-être les horaires de travail. Je dois avouer que je pense souvent qu'il est anormal que les enfants aient plus d'heures de travail que leurs parents qui doivent faire 35 heures. Je trouve que cela ne va pas parce que si vous additionnez temps de transport, horaires de cours, devoirs qu'il faut faire à la maison, et de plus en plus souvent, honteusement, leçons particulières que toutes les familles sont obligées de donner à leurs enfants pour leur rendre les chances élémentaires de suivre à l'école, ceci n'est pas un régime acceptable, humain tout simplement, respectueux pour les enfants et pour l'idée que nous nous faisons de l'école.

Donc, des devoirs faits en classe, surveillés. Il y a des centaines de milliers d'étudiants qui ont besoin de recevoir une aide, un soutien pour continuer leurs études. Eh bien, faisons à la fois des bourses et demandons à ces étudiants d'assumer des responsabilités de tuteurs, de répétiteurs, de surveiller les devoirs en classe. Ce sera infiniment plus utile et plus précieux pour leur formation que ce que l'on est en train de préparer maintenant et que l'on ne mettra pas en place.

Troisièmement, le lycée : la question du lycée, c'est l'orientation et l'autonomie. La question de l'orientation commence au lycée et se poursuit naturellement dans l'enseignement supérieur. Le problème majeur est la fracture entre le lycée et l'université. Je dis qu'il faut que la Terminale devienne une propédeutique, une préparation à l'enseignement supérieur. Il faut orienter notre réflexion sur l'organisation de cette classe en se demandant ce que l'on peut apporter aux élèves en train de devenir étudiants. Puis-je rappeler pour ceux qui ont le culte de la tradition, j'en suis aussi, que le Baccalauréat est le premier titre de l'enseignement supérieur ? Traditionnellement, en France, c'est cela. Eh bien, prenons au sérieux les définitions que nous formons nous-mêmes. Je demande donc que la Terminale devienne cette préparation à l'enseignement supérieur.

À l'université -si cela vous intéresse vous trouverez cela dans mon livre- la question de l'orientation et une question beaucoup plus importante encore ; qui est l'organisation de la formation professionnelle après obtention du diplôme d'enseignement général, parce que les étudiants croient et leurs familles croient davantage encore qu'un diplôme devrait valoir un travail.

Eh bien, il faut que nous arrivions à comprendre tous ensemble qu'un diplôme doit être suivi d'une spécialisation et d'une formation professionnelle, comme cela se passe par exemple pour le métier d'avocat, de notaire. On fait du droit, puis on choisit l'école professionnelle qui correspond à cela. Je pense que ce modèle est valable pour bien des formations universitaires.

Voilà pour l'école.

J'ai traité rapidement de la question des moyens. C'est une question très importante, car j'ai assisté comme vous au changement d'un certain nombre de responsables du parti socialiste qui avaient, dans un premier temps, adopté exactement la phrase que nous avons choisie nous : « protection des moyens de l'éducation sur le long terme poste pour poste ». Et comme je vous l'ai dit, ce ne sera pas facile bien entendu.

Eh bien, nous avons assisté tous ensemble à ce changement de pied, à ce changement de cap ! Je pense que ce changement de pied et de cap ne répond pas aux exigences de vérité que nous avons à introduire, à imposer dans la campagne présidentielle de 2012 en France.

En face de tous ceux qui vont céder à toutes les facilités et faire miroiter tous les mirages, laisser croire qu'il est possible de dépenser plus et plus encore de créer 300.000 emplois sur fonds publics, de mettre en place une allocation pour tous les jeunes, d'augmenter les budgets, de recruter par dizaine de milliers des policiers, des magistrats, des enseignants, toutes promesses qui ont été écrites noir sur blanc et, je vous le dis, autant de

promesses que personne ne tiendra et que personne ne respectera, en face de cela, nous serons et je serai défenseur de la vérité !

Je m'engage devant vous à dire la vérité et à ne faire aucune promesse qui ne soit abusive, aucune promesse qui soit une illusion, aucune promesse que nous ne pourrions pas tenir et respecter.

En temps de facilité on se dit -on connaît bien la règle, c'était une phrase de Charles Pasqua- "les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent" ! En temps de difficultés, en temps de guerre comme nous sommes, le mensonge, l'illusion, la tromperie sont une désertion. En temps de guerre, la vérité n'est pas seulement un devoir, elle est la condition même de l'adhésion du pays à l'effort national qu'il faut que l'on partage. Nous serons les défenseurs de la vérité.

Et c'est pourquoi je m'engage à préserver dans les cinq années les moyens de l'école, du collège, du lycée, de l'université, de remplacer poste pour poste tous les départs à la retraite, tous les changements d'orientation professionnelle, toutes les années sabbatiques que je souhaite que l'on puisse instaurer. Poste pour poste. Et, comme nous l'avons dit, ce ne sera pas évident, ce ne sera pas facile, mais c'est un effort tenable qui respecte les électeurs, qui respecte les enseignants et qui respecte la démocratie que nous voulons former dans notre pays.

Notre objectif, il est transparent, il est évident, c'est que l'école française entre, en cinq ans, dans les dix premières nations du monde pour la qualité, la réputation et l'efficacité de l'école. C'est la condition : la confiance à l'école, la confiance de la famille et la confiance de la nation. Tel est le problème, tels sont les engagements, telle est la vision que nous défendons pour illustrer l'impératif d'instruire.

Troisième orientation : CONSTRUIRE POUR LA FRANCE UNE DÉMOCRATIE DIGNE DE CE NOM

Celui qui souffre le plus en France, c'est le citoyen. Celui qui voudrait être un citoyen de plein exercice dans une démocratie de plein exercice.

Un citoyen, c'est un responsable. Or, tout est fait pour priver le citoyen de son droit à la responsabilité. Et d'abord de son droit à la compréhension de ce que nous vivons.

J'aime beaucoup Mendès-France, j'aime beaucoup Jacques Delors, j'aime Rocard et j'aime de Gaulle, parce qu'ils n'ont jamais renoncé à quelque chose pour moi d'essentiel qui est de placer le débat au bon niveau. Le but d'une démocratie, selon moi, c'est de hisser, de hausser l'électeur jusqu'au niveau de citoyen, de le porter « jusqu'à la conscience et à la responsabilité », phrase dont nous avons fait une définition, à la suite de Marc Sangnier, de notre engagement politique, de mettre ce citoyen, non pas en situation de consommateur, mais en situation de décideur éclairé. Particulièrement dans les temps difficiles. Pas de le prendre pour un gogo, pas de le prendre pour un jobard, pas de le prendre pour un client.

La démocratie telle que nous la vivons en France, je devrais dire telle que nous la subissons en France, elle fait honte. D'abord parce que personne n'explique au pays les enjeux de la situation que nous traversons. Même quand le pouvoir gagnerait à expliquer et à défendre ce qu'il fait.

J'ai salué l'action de la France et de Nicolas Sarkozy en Libye, parce que telle est notre ligne de conduite : aussi sévères que nécessaire chaque fois qu'il le faut et soutiens actifs quand on le doit. Dans les dérives, comme vous le savez, je n'ai pas ménagé, nous n'avons pas ménagé le pouvoir.

Raison de plus pour dire que, sans la France, sans la décision risquée, audacieuse, --presque irréfléchie- de Nicolas Sarkozy, grâce à sa capacité d'entraînement notamment de la Grande-Bretagne, Khadafi serait encore aujourd'hui au pouvoir à Tripoli, perdu dans ses délires et dans ses provocations. Je suis heureux que la France ait conduit ce mouvement, et que la situation créée soit aujourd'hui différente et que l'on sache que les dictateurs ne gagnent pas toujours.

Raison de plus aussi de rappeler combien nous a fait honte la réception humiliante en grande pompe et sous la tente sur la pelouse de Marigny du tyran en question. Raison de plus de rappeler devant les horreurs que perpète Bachar El Assad, devant les crimes et la liquidation de ses opposants, que nous, France, nous nous sommes abaissés jusqu'à demander au tyran syrien de présider, devant tous nos généraux et tous nos ministres, le défilé de la fête nationale le 14 juillet...

Donc il y a eu en Libye une action décisive de la France qui est venue l'expliquer aux Français. Je suis étonné de l'absence d'explications, d'informations ou de communications entre le pouvoir aujourd'hui en France et le peuple des citoyens sur les sujets les plus graves. Nous avons parlé toute la journée de la crise. Dieu sait qu'il y a d'immenses demandes d'explication, simplement de ce qui se passe. Qu'est-ce que cela veut dire une crise financière ? Qu'est-ce que cela veut dire une crise monétaire ? Qu'est-ce que cela veut dire une crise budgétaire ? Quel lien cela a-t-il avec l'Europe ? Quel lien cela a-t-il avec l'euro ? Qui pourrait décider ? Est-ce que, pour la Grèce, c'est nous qui allons payer ou pas nous ?

Je signale au passage que je trouve anormal que nous ne rappelions pas, chaque fois qu'il le faut, que ce que nous demande la Grèce, ce n'est pas de payer à sa place, ce sont des garanties pour qu'elle puisse payer elle-même, et les Grecs, le jour où le pays se sera redressé !

Alors, il y a des gens qui disent : ils ne paieront jamais. Moi, je suis absolument certain qu'un grand peuple quand on lui donne l'occasion de faire un plan, de sortir... l'Irlande, Pat Cox vient de nous le dire- a réalisé des prodiges de rééquilibrage de son budget intérieur, de l'état de ses finances. Eh bien, il n'y a aucune raison de refuser cette aide en laissant croire aux citoyens que ce sont eux qui vont avoir à payer pour les autres ! Ce n'est pas cela, la conception qui est la nôtre. Personne ne l'explique et je trouve que c'est dommage, le droit à comprendre, c'est le premier droit du peuple citoyen !

J'ai toujours défini devant vous la démocratie comme le régime dans lequel les cartes sont sur la table. En France, hélas, les cartes qui sont sur la table sont une illusion et la plupart des décisions, en tout cas toutes les cartes maîtresses sont sous la table.

C'est ce que nous découvrons avec l'incroyable succession de scandales qui sortent chaque jour, comme un tsunami se propage dans les allées du pouvoir et vient plonger dans l'incrédulité même les plus blasés d'entre nous.

On découvre que, dans les antichambres et les bureaux du pouvoir le plus important, le plus éminent en France, se livrent des guerres de trafiquants d'armes, de corrupteurs au nom des industriels et au nom de la France.

On prétendait que les voyous étaient dans les cités et qu'on allait les nettoyer au Kärcher ? On découvre qu'en réalité les voyous, les truands, les trafiquants, on les a installés au cœur de l'État !

On découvre qu'entre les deux clans principaux du parti majoritaire, entre les chiraquiens et les sarkozystes -je croyais que c'était le même parti -enfin il faut que j'apprenne un certain nombre de choses...- entre leurs trafiquants privés, personnels, entre leurs porteurs de mallettes personnelles pleines d'argent du détournement et de la corruption et, notamment, pleines d'argent du détournement et de la corruption en Afrique -c'est-à-dire que l'on prend aux plus pauvres !!!- pour donner aux dirigeants corrompus des pays les plus développés, tandis que la France souffrait et espérait de maux bien réels, se livrait une guerre meurtrière et qui n'a peut-être pas été meurtrière uniquement métaphoriquement, qui a fait des morts, hélas, bien réels.

On découvre qu'en France, du haut en bas des pouvoirs, ces réseaux tantôt alliés, tantôt affrontés, ne cessent de mettre en place des ramifications, des tentacules qui enserrant les décideurs politiques et industriels, sans que le citoyen n'en sache rien. Eh bien, nous avons à dire une seule chose, s'il y a ces affaires, affaire Karachi, affaire Djouri, affaire Bourgi, affaire Tapie, affaire Guérini, Takkiedine et compagnie, avec leurs ramifications et leurs intermédiaires, tout cela nous fait honte, et c'est à cela en vérité qu'il faut en premier lieu passer le Kärcher !

Et, pour tout cela, nous avons des alliés. Permettez-moi de dire ici que, dans la ténébreuse affaire Tapie, affaire dans laquelle nous nous sommes battus, et souvent seuls contre tous, au terme du long combat que nous avons mené de dévoilement de la vérité, c'est la justice de notre pays qui a fait ce qu'il fallait, sans se laisser intimider et sans se laisser détourner. S'il n'y avait pas eu ces magistrats et leur défense du droit, peut-être aussi simplement leur défense d'une élémentaire morale publique, nous aurions eu raison, mais nous n'aurions pas pu faire entendre raison. Je veux dire devant vous que l'analyse de Jean-Louis Nadal, que la décision de la commission des requêtes de la Cour de justice de la République honorent l'idée que nous nous faisons d'une justice indépendante. Et que, tout d'un coup, le citoyen peut reprendre espoir.

Mais nous ne pouvons pas aller au bout de cet effort sans une puissante volonté politique. Et une telle volonté politique ne peut partir que du sommet de l'État, plus exactement la puissante volonté politique du peuple citoyen ne peut être relayée que par un président de la République qui l'entend et qui la porte.

C'est pourquoi il faut en 2012 un président de la République qui n'ait de compte à rendre à aucun de ces réseaux, qui n'ait de dépendance et d'accointance avec aucune des influences qui se sont déchainées au sein de l'État depuis des décennies, sous les deux partis alternativement majoritaires. Pour conduire ce mouvement de reconstruction de la politique honnête, pas vertueuse -on n'en demande pas tant- pas donneuse de leçons de morale -il faut les épargner- mais simplement honnête, simplement propre, il ne suffit pas de changer de camp et de clan, il faut remettre les camps et leurs clans à leur place, il faut un président de la République indépendant.

Ce président de la République (tu as eu raison de dire Francesco (Rutelli) que je ne suis pas candidat !...) qui portera la volonté de changement, d'assainissement, de reconstruction civique des citoyens, il devra en premier lieu conduire le changement des Institutions.

Je suis pour que la Justice soit reconnue en France comme un pouvoir à part entière dans la République.

Je suis pour que la presse soit indépendante et que soient coupés tous les liens de dépendance économique et politique qui visent à la soumettre. Je suis en particulier pour que les responsables de l'audiovisuel public ne soient plus désignés par le pouvoir.

Je suis pour que le pouvoir législatif retrouve sa liberté de jugement et d'expression. Je suis donc pour qu'enfin en France une loi électorale juste garantisse à tous les citoyens leur droit à la représentation, leur droit au pluralisme. Je ne reconnais et nous ne reconnaissons à l'UMP ni au PS aucun droit au monopole de la représentation. Depuis des décennies, ils se sont plutôt illustrés par les erreurs et les fautes de jugement et de décision. Ils veulent avoir tous les pouvoirs du bas en haut de la pyramide politique, il est urgent de les leur refuser et de les obliger à entendre et à tenir compte de ceux, en réalité, majoritaires dans le pays, qui sont en désaccord avec eux.

Alors on me dira : vous voulez mettre les extrêmes à l'Assemblée ! Je l'assume, j'affirme que je ne le crains pas. Que dès lors qu'un parti, dans la légalité, représente des millions de citoyens, c'est une iniquité de le priver de représentation. Et je préfère combattre en pleine lumière et en pleine clarté les thèses que je réprouve, que je trouve dangereuses et offensantes plutôt que de les voir cheminer dans l'obscurité et ronger le cœur même de la vie civique.

Bien sûr et comme de bien entendu, les deux partis provisoirement dominants ne le veulent pas ! C'est bien pourquoi c'est à nous de le faire, en assurant le citoyen que la République sera refondée à partir du moment où elle n'oubliera pas qu'elle est aussi une démocratie.

Et il faudra, parce que nous, nous en avons la liberté, parce que nous ne sommes pas soumis, par chance ou par force, à la contrainte de réseaux d'élus bien décidés à paralyser la décision sur ce sujet, il faudra mettre un terme au cumul des mandats de parlementaires, au moins de députés avec les fonctions exécutives d' élu local.

Pour une démocratie digne de ce nom, il est une règle simple. Il faut cesser de faire des dettes. Il faut apurer le bilan. Car ce n'est pas une démocratie digne de ce nom que celle qui ose honteusement met à la charge de ses enfants son train de vie élémentaire et ses gabegies. Ce n'est pas durable, et c'est proprement honteux de la part d'une génération qui a reçu elle-même son pays équipé, et sans dette.

Nous avons été les premiers en France, en tout cas parmi les premiers en Europe, à défendre l'idée d'une règle d'or.

Ce qu'est la règle d'or... Ce que dit le texte du gouvernement, ce n'est pas tout à fait la même chose. La règle d'or, c'est une idée simple. C'est l'idée que l'on peut, certes, s'endetter pour investir, mais qu'il ne faut pas s'endetter pour le fonctionnement courant de l'État.

La règle d'or, c'est très simple, cela veut dire interdire les déficits de fonctionnement au moins en période de croissance. C'est ce que nous avons présenté. C'est ce qui vient d'être adopté en Espagne grâce au courage de M. Zapatero avec l'aide du consensus de la majorité centrale espagnole. C'est ce qui a été adopté en Allemagne. C'est ce qui devra être adopté en France.

Et je dis au Président de la République qu'il devrait convoquer le Congrès du Parlement, Assemblée nationale et Sénat, simplement pour mettre toutes les sensibilités politiques du pays devant leurs responsabilités. Qu'ils disent ce qu'ils vont faire !

Je ne suis pas emballé par le texte du gouvernement, franchement, je le trouve compliqué, mais, au moins, c'est un signal. Alors, que le Président de la République fasse ce qu'il faut pour que les Français obligent par leur pression et, en tout cas, que les responsables politiques puissent montrer devant les Français quelle est leur détermination.

Rien n'est plus absurde que ce que nous avons entendu jeudi soir des responsables politiques qui disent : je suis pour la règle d'or, mais je ne l'adopterai qu'après avoir été élu.

Si c'est bon pour demain, c'est bon pour aujourd'hui, et il est temps de le faire !

Je ne parlerai pas, car le temps avance, et j'en ai déjà beaucoup parlé pendant ces journées et tout au long de cette rentrée, du rééquilibrage des finances publiques, des cent milliards sur mille milliards qu'il est nécessaire de trouver pour que ces dépenses publiques retrouvent l'étiage à partir duquel la dette n'augmente plus.

Il faudra naturellement que l'on baisse les dépenses, celles qui ne sont pas utiles. Et j'ai dit ce que je pensais de la sanctuarisation des dépenses essentielles d'enseignement particulier.

Il faudra aussi augmenter les impôts. Et tout responsable politique qui prétend devant vous qu'il n'augmentera pas les impôts, regardez-le bien, c'est un menteur ! Tout le monde y sera obligé et, comme ceux qui ont lu mon livre le savent, je détaille ce que je crois nécessaire comme augmentation : création de deux tranches supplémentaires d'impôt sur le revenu à 45 et 50 pour cent pour ceux dont les revenus sont les plus importants, amélioration d'un rééquilibrage d'un certain nombre de niches fiscales qui ne sont pas des niches fiscales utiles.

Et j'ai dit, comme je refuse d'être démagogue et que je veux dire la vérité à mon pays aussi difficile qu'elle soit, que je crois nécessaire et que je suis certain que tous les dirigeants décideront d'une augmentation modérée, mais réelle de 2 points du taux de la TVA dans notre pays. Ce que les Allemands ont fait en ajoutant 3 points, nous nous pouvons le faire en en ajoutant 2, parce que c'est le seul moyen d'être sérieux et rapide dans le rééquilibrage des recettes qui doivent permettre et autoriser le retour à l'équilibre.

Je connais parfaitement -je vais au moins les énumérer- le nombre et l'importance des défis qui sont devant nous et qui ne pourront pas être relevés, si on ne fait pas préalablement le chemin décrit dans ces trois verbes : produire, instruire, construire une démocratie digne de ce nom.

Sur tous ces sujets d'avenir, naturellement, je m'exprimerai dans les mois qui viennent.

Je m'exprimerai sur l'écologie. Je n'en parle pas en démagogue. Je n'en parle pas en théoricien. Je n'en parle pas en spectateur. J'en parle en militant, en militant de la vie, en militant du vivant, en militant de la terre, de l'air, de l'eau, des montagnes, des rivières et des espèces, j'en parle en militant des arbres, en militant des vergers, en militant des animaux, en militant des abeilles.

Je suis très fier d'avoir cinq ruches qui me permettent de défendre l'écologie, non pas seulement abstraitement, mais y compris quelques fois de manière brûlante... Je n'en parle pas seulement en croyant, j'en parle en pratiquant !

J'ai été très heureux d'entendre reprendre hier dans le débat sur l'écologie une formule que nous avons défendue : une écologie pour l'Homme. Non pas une écologie contre l'Homme ou sans l'Homme, non pas l'écologie malthusienne de ceux qui croient que la terre serait meilleure si elle était débarrassée de l'humanité, ou si l'humanité était fortement réduite à la surface de la terre, mais une écologie avec l'Homme et pour l'Homme. Pour la nature et pour l'Homme, parce que la nature et l'Homme sont pour nous indissociables, et que nous voulons défendre l'un et l'autre, l'un pour l'autre.

Sur l'énergie, nucléaire, alternative, dont le débat du PS a donné une vision pour le moins confuse, sur les transports, sur le logement, sur l'agriculture, je me prononcerai précisément, sans éluder aucune question. Je n'oublierai pas en particulier que, le nucléaire, c'est bien sûr 75 pour cent de l'électricité, mais que le pétrole et le gaz c'est 75 pour cent de l'énergie dépensée en France. Et que donc la question des gaz à effet de serre, c'est une question aussi vitale que celle du nucléaire.

Mais je veux vous dire ceci : est essentielle pour moi l'idée que l'aspiration écologiste, c'est l'aspiration à un autre mode de vie, plus sobre, plus économe, moins gaspilleur, moins consommateur, moins superficiel, moins consommateur de n'importe quoi, pour être mieux consommateur de ce qui compte. Ce modèle de vie, c'est une résistance et, cette résistance, nous la prenons en compte et nous en prenons notre part.

Je parlerai de la santé. C'est une crise parallèle à la crise de l'enseignement qui mine le monde de la santé. Les bras qui tombent, qui se baissent devant tant d'énergie perdue, tant d'incompréhension, tant de contraintes administratives. Une vocation atteinte dans son exercice, dans sa transmission, dans son organisation, dans sa confiance, alors qu'elle est pour le monde objectivement une référence.

Je parlerai des familles, de toutes les familles, des enfants, des enfants de toutes les familles. Je défendrai l'idée que l'être humain a d'abord, avant tout, besoin d'échapper à la solitude, et que, notre ennemie, c'est la société d'indifférence et de solitude. Je défendrai les familles, alors que personne ne parle plus d'elles. Je le ferai parce que, traditionnelles ou nouvelles, elles sont le recours et l'avenir du monde.

Je parlerai de culture. Je parlerai de culture parce que je parlerai de création. Je n'ai jamais fait de différence. J'ai tout à l'heure commencé par l'enjeu de la production. Or, la production, c'est, à mes yeux, également sans distinction la production agricole, la production industrielle, la production scientifique, la production technologique, et la production culturelle. Tout cela relève de la même création et toutes ces productions s'imbriquent et se relaient. Le design, par exemple, le numérique, par exemple, le logiciel, par exemple. C'est à la fois de la culture, de la science, de la recherche et de la production, y compris industrielle, et de la commercialisation. Et, donc, si nous voulons reconstruire la création, il faut défendre et reconstruire toutes les créations, au premier rang desquelles la création culturelle.

Je parlerai des langues : je parlerai du français que j'aime, comme croyant et, j'espère, comme pratiquant, et je parlerai des langues régionales que je considère, comme le Français, faisant partie de notre trésor national.

Je parlerai de laïcité, et je parlerai de laïcité, si vous me le permettez, comme un homme de foi peut en parler. Parmi les biens que la France a apportés au monde, France mère des arts, des armes et des lois, comme disait quelqu'un de très honorable, il en est un de ces biens précieux qui je vous le dis s'imposera un jour, je le crois, partout où les hommes voudront vivre libres, égaux en droits et amis entre eux. Ce bien, c'est la laïcité. Je l'ai défendu à temps et quelque fois à contretemps. Sans jamais faiblir un seul jour. Y compris dans les dérivées des premières années du mandat actuel, lorsque ceux qui ont mission de s'exprimer au nom de l'État croyaient habile de faire des différences et des classements et des hiérarchies grossières entre l'instituteur et le curé.

Je parlerai de laïcité en disant ce que je crois le plus profond : c'est que la séparation stricte entre la foi religieuse et la loi civique, entre le pouvoir politique et la religion, sauve la société pour que vivent ensemble des gens différents, et élève la foi en la libérant des obligations et des soumissions d'État. Je parlerai de laïcité en défendant le droit de croire et de ne pas croire et d'être sceptique et de ne pas savoir. Le droit d'être libre dans son cœur, l'égalité en droit, en dignité, en reconnaissance, de ceux qui croient au ciel, de ceux qui n'y croient pas, de ceux qui ne savent pas, de ceux qui ne savent plus, de ceux qui ne savent pas encore, et de ceux qui ne savent même pas qu'ils ne savent pas.

Et je dirai même que je suis d'accord avec les responsables de l'État lorsqu'ils ne veulent plus de prières de rue, lorsqu'ils font sur ce point appliquer la loi de 1905, parce que c'est la loi, depuis cette date, qui donne aux maires droit et devoir sur l'expression de la religion dans l'espace public. J'ajouterai que je les approuve aussi lorsqu'ils accompagnent cette interdiction de l'offre de lieux de prière, à condition que ces lieux de prière soient décents et adaptés.

Je parlerai enfin de l'Europe. L'Europe en jachère au moment où l'on aurait le plus besoin qu'elle soit en bonne santé, rayonnante et forte, qu'elle parle, qu'elle décide, qu'elle porte avec elle une vision. Je ne parlerai pas aujourd'hui de ce que l'Europe devrait faire, de ce que nous voudrions que l'Europe décide, vous le savez - solidarité, mutualisation, notamment de la dette ou d'une partie de la dette, garantie coopérative, refus de la non-assistance aux Européens en danger, détermination, volonté et pas mollesse- tout cela vous le savez.

Je voudrais aborder un point qui n'est jamais abordé.

Je vais vous surprendre : je pense que la première difficulté de l'Union européenne, de ses "dirigeants" -j'ai mis dirigeants entre guillemets car je crois qu'ils ne dirigent pas grand-chose- c'est qu'elle ignore une règle dont je voudrais faire l'article 1er de sa charte démocratique. La première exigence d'une institution démocratique, c'est l'intelligibilité, que l'on puisse comprendre ce qui s'y passe. Aucune institution démocratique ne peut être légitime, si, dans son fonctionnement, elle est incompréhensible pour les citoyens dont elle a la charge ! Et aucune institution démocratique ne peut être légitime, si on a organisé les choses de manière que ses dirigeants soient absolument inconnus des citoyens, non élus par eux, et de surcroît n'aient aucun moyen de décider vraiment et d'entraîner vraiment !

Parce qu'en démocratie, il n'y a pas de pouvoir qui ne soit incarné, c'est cette évanescence-là, cette absence d'incarnation-là qui fait que l'Europe est devenue incompréhensible à tous ceux qui la forment.

Voilà un tour d'horizon, un point de vue large sur ce que nous avons à faire et ce que suppose ce verbe "reconstruire".

De ce "reconstruire" dont nous avons fait notre raison d'être pendant ces trois jours et qui est inscrit derrière moi, le plus important, c'est ce qui n'est pas écrit : c'est le complément d'objet direct. Reconstruire la production, reconstruire l'éducation, qui sont en quelque sorte les "labourages et pâturages" du XXIème siècle- c'est un clin d'œil à mon ami Henri IV et à mon copain Sully- reconstruire la République en démocratie, c'est aussi, entre les lignes, et c'est pour moi le plus important et je finis sur cette idée, reconstruire un idéal pour nous faire vivre.

L'homme vit bien entendu de pain, de travail, d'air et d'eau, il vit de liberté, il vit de culture. Mais il vit d'abord de

ses enfants et des enfants des autres. Et on ne peut pas vivre d'enfants, si on ne sait pas dire dans quelle maison ils vont habiter, si on ne sait pas leur dire ou leur montrer ce qui vaut la peine, ce qui est beau, ce qui est grand.

Nous n'avons jamais oublié pendant ces trois jours, des révolutions arabes à l'Europe en jachère, du pouvoir qu'un jour on pourra à nouveau estimer, du social, de l'écologie, de la justice, nous n'avons jamais oublié que c'était d'abord cela qu'il s'agissait de reconstruire.

Un monde, une Europe, une France que nos enfants pourront aimer."